

SONDAGE D'OPINION MONDIAL 2013 DE LA CSI

**préparé pour la réunion des ministres des Finances et
du Travail des pays du G20**

Moscou, juillet 2013.



Table des matières

Résumé	2
Les gouvernements ne sont pas parvenus à s'attaquer au problème du chômage	4
Les gouvernements accordent la priorité aux intérêts des entreprises	7
Programme de création d'emplois	9
Soutien très appuyé pour un socle de protection sociale	12
Lois de protection de la main-d'œuvre	14
Appel général en faveur de législations du travail	19
Annexe A: Méthodologie	21
Annexe B: Tableaux des pays	22

Résumé

Les gouvernements nationaux sont vus comme défaillants

Cinq ans après le début de la crise, l'économie mondiale s'est dangereusement engagée vers une nouvelle récession en Europe, alors que la croissance des économies émergentes stagne.

La hausse des taux de chômage, les niveaux critiques du chômage des jeunes et le déficit de travail décent sont désormais les principaux problèmes auxquels le G20 devrait s'attaquer.

Le deuxième sondage d'opinion mondial que la Confédération syndicale internationale (CSI) a commissionné pour le *Labour 20* (L20 - syndicats des pays membres du G20) montre que partout dans le monde, les citoyens se sentent abandonnés par leur gouvernement.

La société internationale d'étude de marché TNS a mené ce sondage d'opinion dans 13 pays. Il représente les avis de plus de la moitié de la population mondiale.

Les résultats de l'enquête - menée en Afrique du Sud, en Allemagne, en Belgique, au Brésil, au Canada, en Chine, en Espagne, aux États-Unis, en France, en Inde, au Japon, au Royaume-Uni et en Russie - attirent l'attention des ministres des Finances et du Travail des pays du G20 sur la nécessité d'agir au plus vite.

Échec des gouvernements face au problème du chômage

Quatre-vingts pour cent des personnes interrogées lors du sondage d'opinion mondial 2013 de la CSI ont répondu que leur gouvernement ne parvenait pas s'attaquer efficacement au chômage dans leur pays.

Les femmes ont été plus durement touchées par la crise financière, et leurs emplois et revenus se sont considérablement détériorés.

Dans les pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), les participants ont également majoritairement dénoncé l'échec de leur gouvernement à résoudre le problème du chômage.

Priorité accordée aux intérêts des entreprises par rapport à ceux des travailleurs

Les pays du G20 sont à présent confrontés à une situation d'urgence en matière d'emploi et à une crise de confiance envers les dirigeants qui pourraient s'avérer aussi dangereuses que la crise de 2008.

Partout sur la planète, les populations se sentent délaissées par les gouvernements et estiment qu'ils accordent plus d'importance aux intérêts des entreprises qu'à ceux des travailleuses et des travailleurs à l'heure où le chômage et les inégalités de revenus augmentent.

Seulement 13 pour cent des personnes interrogées ont le sentiment que leur gouvernement tient compte des intérêts de la main-d'œuvre.

Sérieux doutes quant à l'efficacité des législations du travail en place

Les citoyens du monde estiment que les législations du travail actuelles ne fournissent pas une sécurité de l'emploi appropriée (64 pour cent) ni ne prévoient des salaires équitables (64 pour cent); dans une plus petite proportion (38 pour cent), ils ont aussi exprimé des inquiétudes quant à l'efficacité des lois du travail actuelles de garantir des heures de travail raisonnables.

Soutien en faveur d'un programme pour l'emploi, des investissements et des institutions du marché du travail fortes

Le G20 doit s'efforcer de donner un nouvel élan au leadership économique et démontrer qu'il est disposé à tenir ses engagements antérieurs et futurs.

Le sondage d'opinion 2013 de la CSI montre que le public soutient à une grande majorité des politiques d'investissement destinées à créer des emplois et à soutenir des institutions du marché du travail fortes.

Le L20 n'a eu de cesse de demander aux gouvernements des pays du G20 de placer l'emploi au cœur de leurs stratégies de relance et de renforcer les institutions du marché du travail afin de garantir une répartition équitable des revenus, en:

- **investissant dans les nouvelles technologies écologiques en vue de la création d'emplois.**

Quatre-vingt-douze pour cent des personnes interrogées soutiennent les investissements dans l'éducation, la recherche et les nouvelles technologies en vue de créer des emplois, de développer de nouvelles industries et de réduire le chômage. Quatre-vingt-huit pour cent des personnes sondées soutiennent les investissements dans le secteur de l'énergie propre et de l'environnement.

- **faisant en sorte que les grandes entreprises paient leurs impôts.**

Quatre-vingt-six pour cent des citoyens du monde désirent que cesse l'évasion fiscale, alors que 80 pour cent d'entre eux sont aussi favorables à l'augmentation des impôts pour les grandes entreprises.

- **veillant enfin à ce que les gouvernements accordent davantage d'importance aux intérêts des travailleurs et de leurs familles.**

De plus en plus de personnes soutiennent le principe d'un socle de protection sociale allant de pair avec des mesures actives en matière de revenus, comme des allocations de chômage (88 pour cent de « favorable »), des pensions de retraite (74 pour cent de « très favorable ») et l'accès abordable à l'éducation (72 pour cent de « très favorable »), aux soins de santé (76 pour cent de « très favorable ») et à la garde d'enfants (58 pour cent de « très favorable »).

- **adoptant des réglementations du travail au niveau national et international, et en les renforçant.**

Quatre-vingt-dix-neuf pour cent des personnes interrogées sont favorables à des lois qui protègent le droit de grève, 96 pour cent sont favorables à un salaire minimum, 91 pour cent plébiscitent le droit de négociation collective et 91 pour cent se disent favorables à des lois qui protègent le droit de se syndiquer.

Sharan Burrow

Secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale

Les gouvernements ne sont pas parvenus à s'attaquer au problème du chômage

« ... la croissance mondiale a continué d'être trop faible et le chômage demeure trop élevé dans de nombreux pays. »

Communiqué des ministres des Finances du G20 et des gouverneurs des Banques centrales, Washington DC

18 et 19 avril 2013

Actions gouvernementales liées au chômage

Quatre-vingts pour cent des personnes interrogées lors du sondage d'opinion mondial 2013 de la CSI ont répondu que leur gouvernement ne parvenait pas s'attaquer efficacement au chômage dans leur pays.

Dans les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) ainsi qu'en Allemagne, les participants ont également majoritairement dénoncé l'échec de leur gouvernement à résoudre le problème du chômage.

En effet, en Russie et en Allemagne, 73 pour cent des personnes interrogées ont répondu que le gouvernement n'était pas parvenu à s'attaquer efficacement au chômage; suivent ensuite la Chine et le Brésil.

Contexte économique et social

Le chômage pourrait augmenter dans nombre de pays, dépassant le niveau déjà inacceptable de 200 millions de personnes sans emploi dans le monde.

Ces chiffres masquent celui de 39 millions de femmes et d'hommes qui se sont retirés de la vie active depuis le début de la crise.

Près de 75 millions de chômeurs sont des jeunes de moins de 25 ans.

Recommandations du Labour 20

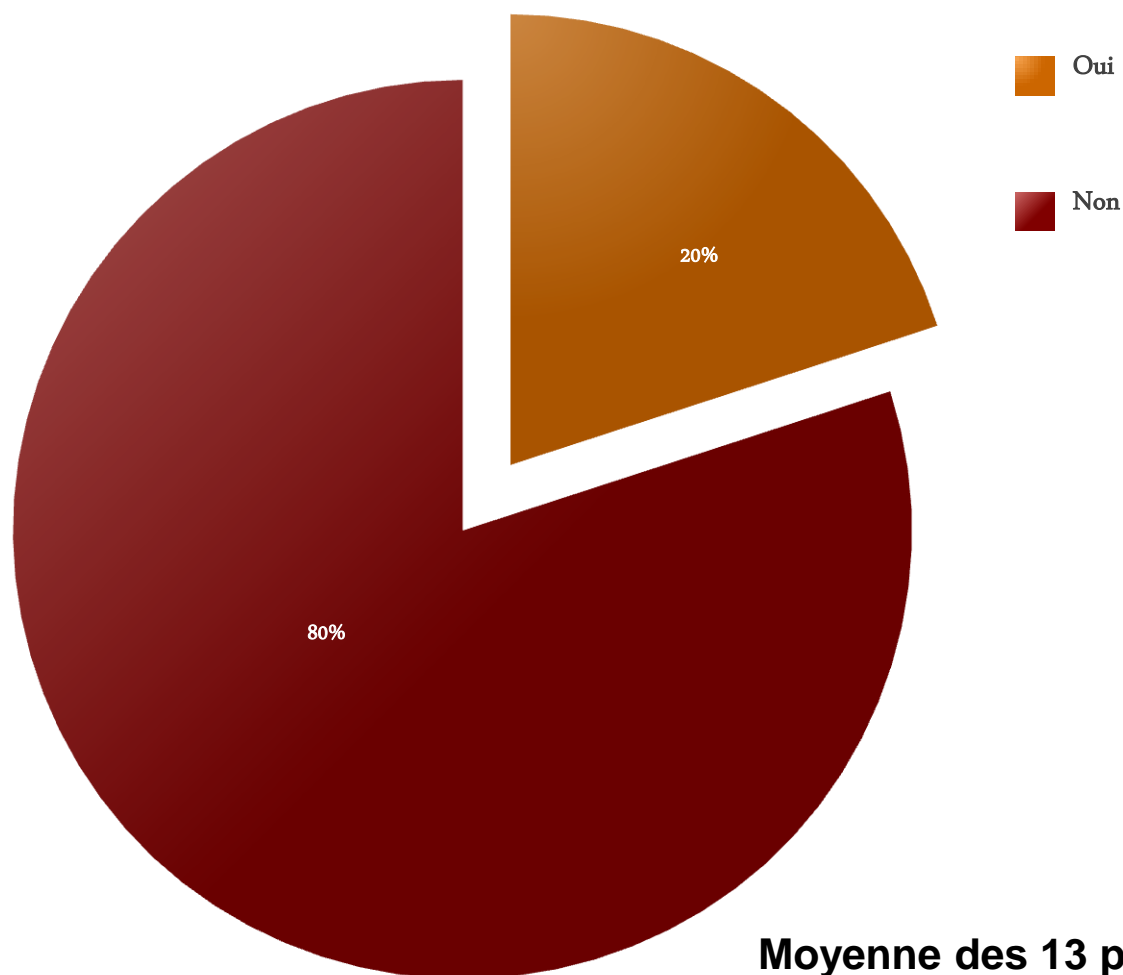
Les engagements en matière d'emploi pris par les ministres du Travail et les dirigeants du G20 lors du Sommet de Los Cabos exerceraient, s'ils sont tenus, une influence significative sur la restauration de la croissance de l'emploi.

Mais tant qu'ils restent lettre morte dans les communiqués et ne sont pas traduits en actions, il en résultera un nouveau recul de la confiance des citoyens envers les gouvernements du G20.

Le L20 invite les ministres du Travail et des Finances du G20 à:

- établir des objectifs ou des indicateurs d'emploi qui seront utilisés dans le processus d'évaluation mutuelle du G20 pour une « croissance forte, durable et équilibrée »; et
- donner au Groupe de travail sur l'emploi du G20 le mandat permanent d'effectuer un suivi régulier de la mise en œuvre des accords antérieurs, en commençant par l'application des stratégies de 2012 en vue de d'abord augmenter les emplois pour les jeunes et les apprentissages de qualité, et ensuite d'officialiser des activités et des emplois coïncés dans le secteur informel.

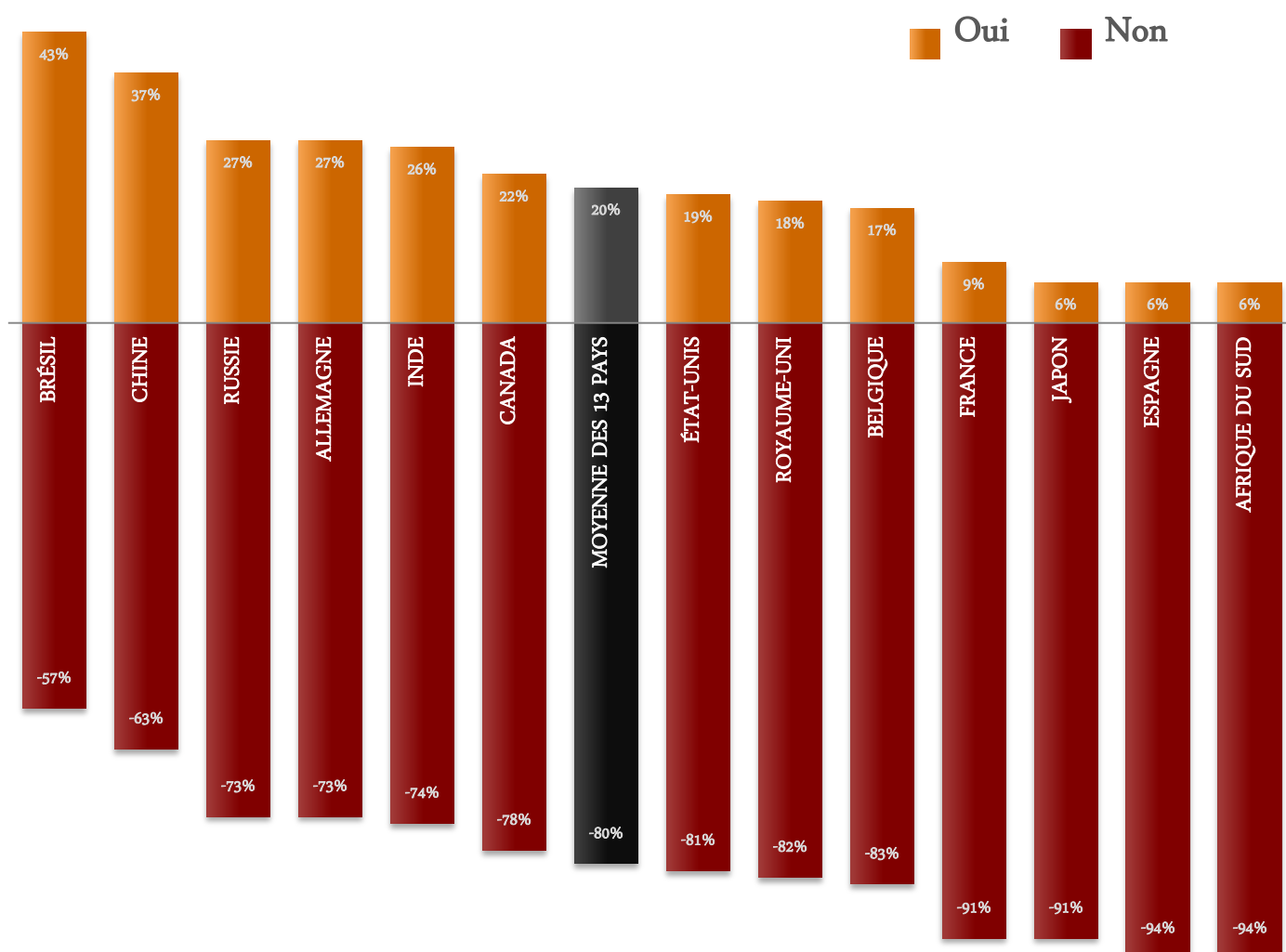
Votre gouvernement a-t-il efficacement abordé le problème du chômage ?



Question: Q4. Pensez-vous que votre gouvernement a efficacement abordé le problème du chômage depuis un an ou deux ?

Note: N=13.015 personnes

Votre gouvernement a-t-il efficacement abordé le problème du chômage?



Question: Q4. Pensez-vous que votre gouvernement a efficacement abordé le problème du chômage depuis un an ou deux ?

Note N=13.015 personnes pour une moyenne de 13 pays; N correspond à environ 1.000 personnes par pays
 Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées. Les pays sont classés par ordre décroissant des résultats obtenus pour le « oui ».

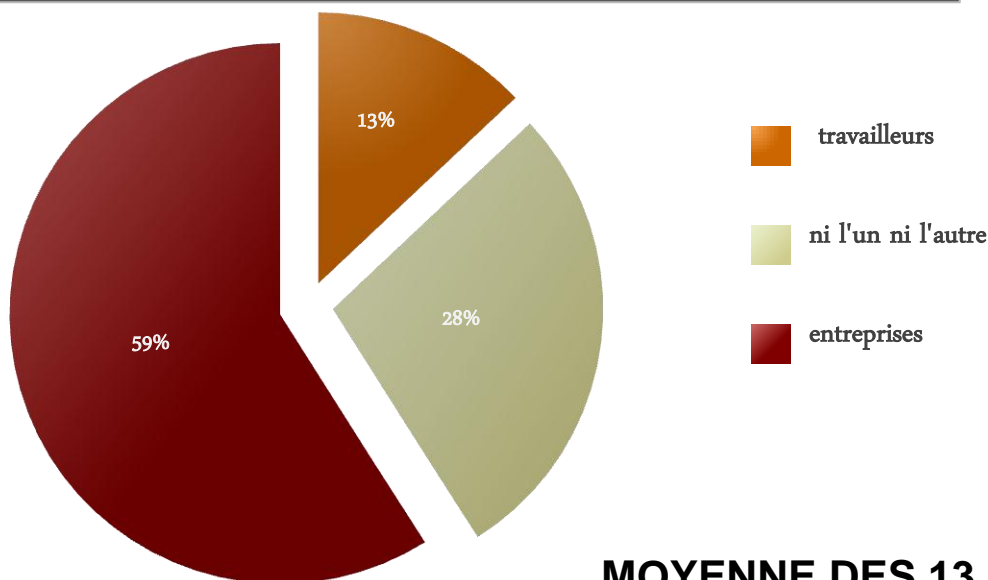
Les gouvernements accordent la priorité aux intérêts des entreprises

Les gouvernements tiennent davantage compte des intérêts commerciaux et financiers que de ceux des travailleurs et de leurs familles

Plus de la moitié (59 pour cent) des personnes consultées pensent que leur gouvernement apporte davantage d'attention aux intérêts des « entreprises privées, de leurs investisseurs et des institutions financières » qu'à ceux des « travailleurs et de leurs familles ».

Seulement 13 pour cent des personnes interrogées ont le sentiment que les autorités tiennent plus compte des intérêts de la main-d'œuvre.

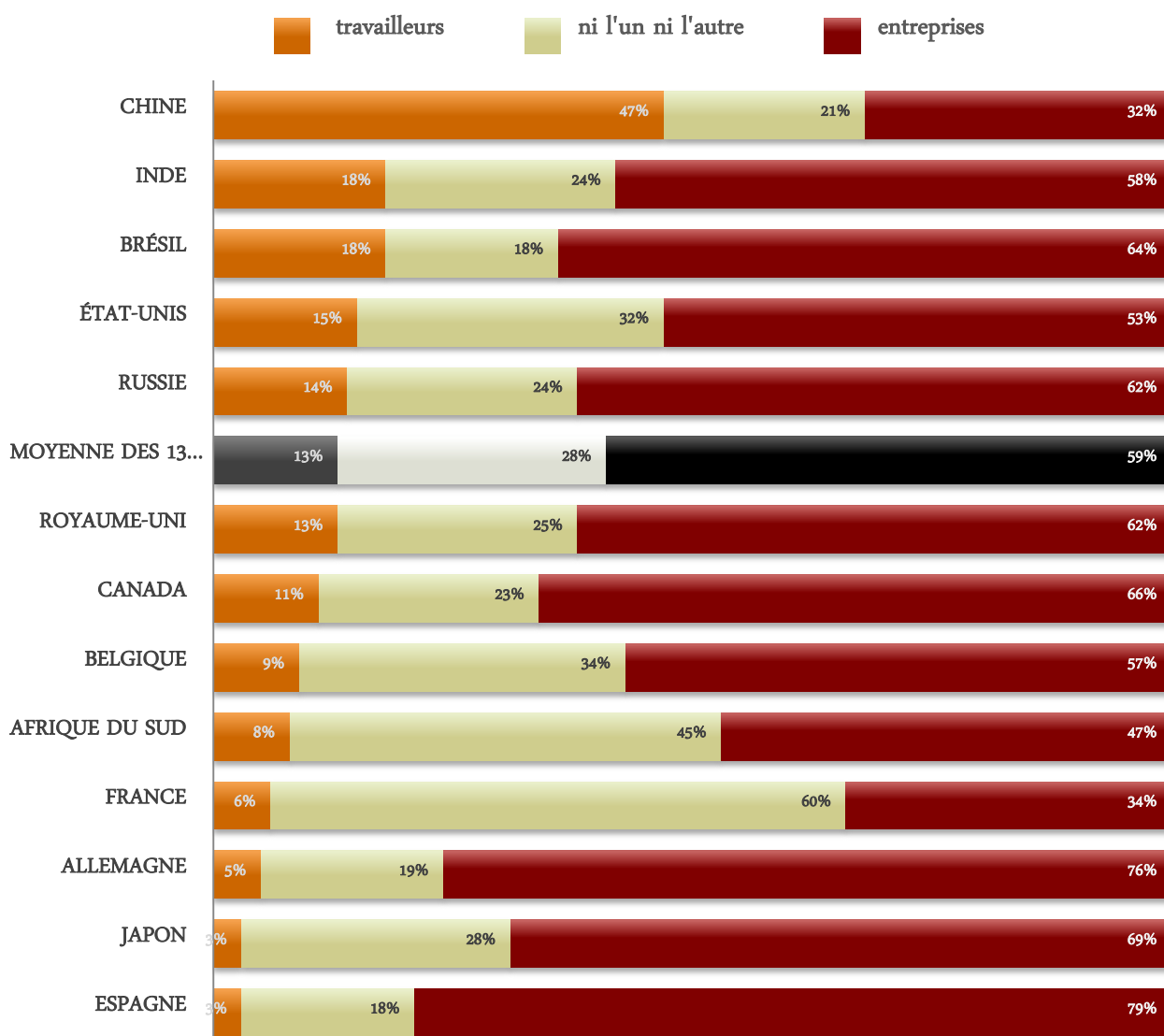
Au niveau des politiques économiques, sur les intérêts de qui votre gouvernement met-il davantage l'accent ?



Question Q5a Pensez-vous que pour décider des politiques économiques, votre gouvernement met davantage l'accent sur les intérêts des travailleurs et de leurs familles, ou sur les intérêts des entreprises privées, de leurs investisseurs et des institutions financières ?

Note N=13.015.

Politiques économiques du gouvernement - quels intérêts priment?



Question Q5a Pensez-vous que pour décider des politiques économiques, votre gouvernement met davantage l'accent sur les intérêts des travailleurs et de leurs familles, ou sur les intérêts des entreprises privées, de leurs investisseurs et des institutions financières ?

Note N=13.015 personnes pour une moyenne de 13 pays; N correspond à environ 1.000 personnes par pays

Les pays sont classés par ordre décroissant des résultats obtenus pour « met davantage l'accent sur les intérêts des travailleurs et de leurs familles ».

Programme de création d'emplois: investissements dans les technologies écologiques et dans les compétences, et distribution équitable et imposition juste des revenus

Dans de nombreux pays, un investissement accru dans l'éducation, l'innovation et les infrastructures peut soutenir la création d'emplois dès aujourd'hui tout en augmentant la productivité et les perspectives de croissance. »

Déclaration des dirigeants du G20, Los Cabos, juin 2012

Soutien public pour des politiques de création d'emplois

Investissement dans les nouvelles technologies et les industries écologiques: On note un soutien incontestable (92 pour cent) des personnes interrogées en faveur de « l'investissement public dans l'éducation, la recherche et les nouvelles technologies », dont 54 pour cent de « très favorable ». Quarante-huit pour cent soutiennent « l'investissement public dans le secteur de l'énergie propre et de l'environnement », dont 44 pour cent de « très favorable ».

Fort plébiscite pour les énergies propres en Russie: Les résultats en Russie se distinguent par l'ampleur émotionnelle du soutien aux investissements publics dans le secteur de l'énergie propre et de l'environnement où 72 pour cent des personnes sondées se sont dits « très favorables », soit 28 points au-dessus de la moyenne des 13 pays.

Les grandes entreprises multinationales doivent payer leurs impôts: le fait que des sociétés multinationales profitent de l'évasion fiscale suscite la controverse partout dans le monde et 86 pour cent des sondés soutiennent des politiques empêchant les grandes entreprises multinationales d'éviter de payer des impôts. Le Royaume-Uni arrive en tête en termes de soutiens aux « politiques pour empêcher les grandes sociétés multinationales d'échapper aux impôts ».

Favorables à l'idée d'augmenter les impôts des grandes entreprises multinationales: Les résultats du sondage montrent que les personnes interrogées sont ouvertes à l'idée d'augmenter les impôts des grandes sociétés multinationales (80 pour cent de soutien contre seulement 20 pour cent d'opposition).

Soutien mondial pour l'augmentation des contributions des sociétés multinationales: La Chine ouvre la voie avec 88 pour cent des personnes sondées favorables à l'augmentation des impôts pour les multinationales, suivie du Royaume-Uni et de l'Allemagne. L'intensité émotionnelle est plus forte en Russie (66 pour cent de « très favorable » soit 25 points au-dessus de la moyenne des 13 pays).

Contexte économique et social

Vingt et un millions d'emplois sont nécessaires chaque année pour que le taux d'emploi revienne aux niveaux antérieurs à la crise d'ici à 2015. Les pays du G20 sont bien loin d'atteindre leur cible.

L'OIT estime qu'il faut 600 millions d'emplois au cours de la prochaine décennie pour ramener le taux de chômage aux niveaux antérieurs à la crise et pour créer de nouveaux emplois pour celles et ceux qui accèdent au marché du travail.

D'une façon générale, la situation économique mondiale et les politiques actuelles sont à la dérive et doivent être adaptées rapidement.

Recommandations du Labour 20

Les gouvernements du G20 doivent respecter leurs engagements pris à Los Cabos et prendre des mesures pour soutenir la demande intérieure, notamment moyennant des investissements dans l'éducation, l'innovation et les infrastructures.

Les mesures doivent simultanément garantir une transition vers une économie écologique et offrir des possibilités de création d'emplois.

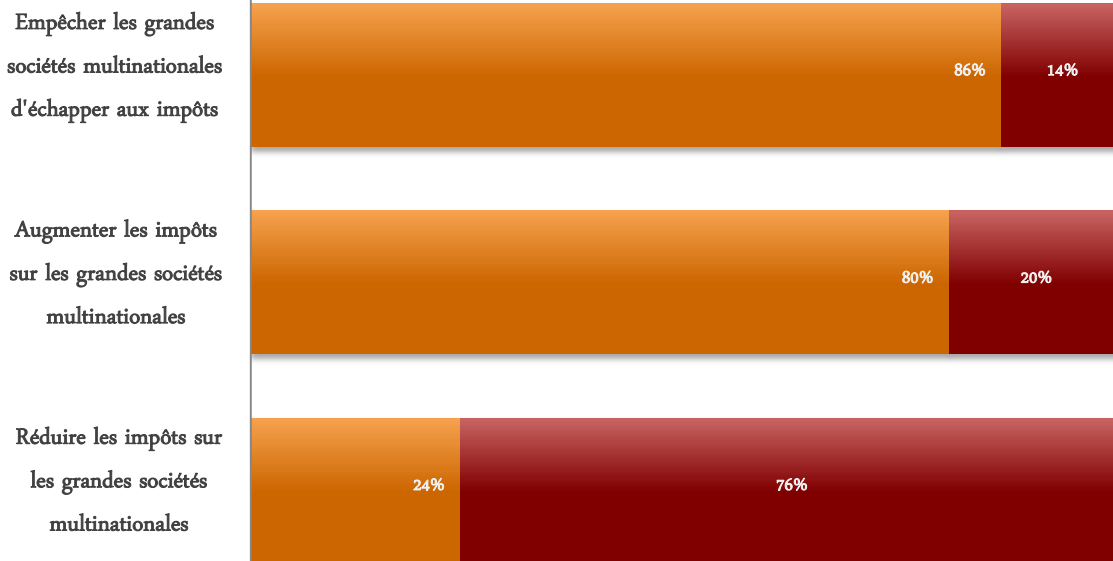
Conjointement au B20 (organisations patronales des pays membres du G20), le L20 exige des investissements dans les infrastructures, option qui bénéficie d'un important soutien public.

Dans le cadre d'un plan pour l'emploi du G20, le L20, fort de ce soutien public, demande aux ministres du Travail et des Finances des pays membres du G20 de:

- **Augmenter les recettes fiscales:** en réorientant la politique budgétaire, de sorte que l'accent ne soit plus mis sur l'austérité, mais sur le soutien à la création d'emplois de qualité et pour remédier aux déséquilibres budgétaires moyennant des mesures en faveur de la croissance à moyen terme en générant des recettes fiscales appropriées;
- **Empêcher l'évasion fiscale et démanteler les paradis fiscaux:** en prenant des mesures pour contrer l'érosion de l'assiette fiscale, pour s'engager à procéder à un échange automatique d'informations entre les autorités fiscales nationales et pour soutenir la création d'une taxe sur les transactions financières; et
- **Investir dans les infrastructures:** en augmentant l'investissement dans les infrastructures et en accordant la priorité aux projets qui renforcent la croissance et les emplois, notamment les investissements et emplois « verts » dans le cadre de stratégies nationales sur l'économie verte et le développement durable.

Politiques fiscales

Favorable Opposé



Question

Q6. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous soutenez les politiques suivantes pour créer des emplois, développer de nouvelles activités et réduire le chômage.

Note N=13.015

Politiques d'investissement

Favorable Opposé



Soutien très appuyé pour un socle de protection sociale

« Les emplois garantissant les droits du travail, une couverture sociale et un revenu décent contribuent à une croissance plus stable, renforcent l'intégration sociale et réduisent la pauvreté. »

Déclaration des dirigeants du G20, Los Cabos, juin 2012

Favorable ou opposé à un socle de protection sociale

Partout sur la planète, les citoyens se sont majoritairement prononcés en faveur de mesures gouvernementales garantissant un accès abordable aux soins de santé (97 pour cent de « favorable », dont 76 pour cent de « très favorable »).

Deux autres objectifs politiques, « pensions de retraite décentes » (96 pour cent de « favorable ») et « accès abordable à l'éducation » (97 pour cent de « favorable »), ont reçu le même accueil positif.

Les citoyens du monde ont aussi réagi positivement, bien qu'avec un peu moins d'intensité émotionnelle, à l'idée que les gouvernements fournissent un accès abordable à la garde d'enfant (92 pour cent) et des allocations de chômage (88 pour cent de « favorable »).

Appel pressant en Espagne pour des actions du gouvernement: En Espagne, ces cinq actions gouvernementales ont reçu un imposant soutien à en juger par le nombre de « très favorable » qui atteint le taux record de 83 pour cent.

Très fort soutien en Russie, au Brésil et en Afrique du Sud: Les résultats indiquent un important soutien en Russie (83 pour cent), au Brésil (80 pour cent) ainsi qu'en Afrique du Sud (78 pour cent).

Les femmes sont de grandes partisans d'une action gouvernementale: En moyenne, 68 pour cent des femmes se sont dites « très favorables » aux cinq mesures gouvernementales proposées. Chez les femmes de moins de 40 ans, la proportion grimpe à 70 pour cent.

Contexte économique et social

Les systèmes de protection sociale dans les pays industrialisés ont joué le rôle important de stabilisateurs sociaux et économiques durant la crise; toutefois, ils font aujourd'hui l'objet d'attaques au travers des réductions des dépenses publiques.

Les mesures d'austérité conduisent à de plus en plus d'infractions des normes fondamentales du travail.

Selon l'OIT, à l'échelle mondiale, 84 pour cent de ceux qui ont perdu leur emploi durant la crise ne bénéficient pas d'assurance-chômage.

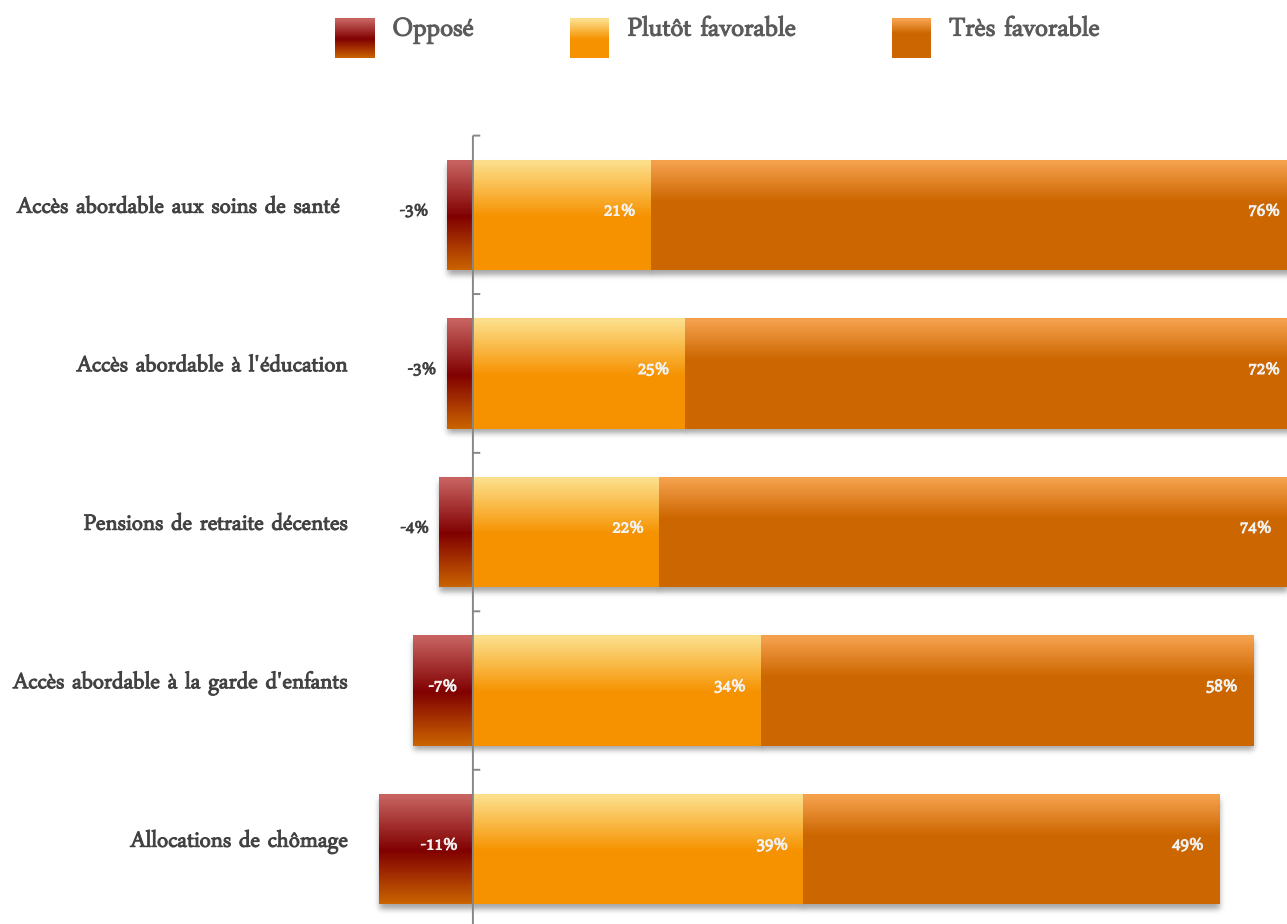
Recommandations du Labour 20

Le L20 n'a eu de cesse de demander aux gouvernements des pays du G20 de placer l'emploi au cœur de leurs stratégies de relance et de renforcer les institutions du marché du travail afin de garantir une répartition équitable des revenus.

Le L20 demande aux ministres du Travail et des Finances des pays du G20 de développer un plan d'action visant à soutenir l'établissement d'un socle de protection sociale universel, comme convenu lors des réunions antérieures du G20, et de soutenir la ratification des conventions de l'OIT sur la sécurité sociale afin de développer de manière plus générale la couverture des systèmes de protection sociale.

- Soutenir des services publics de qualité dans « l'économie de soins », notamment la garde d'enfants, les services pour les personnes âgées et les malades, afin de réduire les inégalités et le travail non rémunéré, de créer des emplois, de soutenir la participation des femmes sur le marché du travail et de réduire le travail précaire;
- Investir dans l'éducation, l'apprentissage tout au long de la vie et l'innovation pour soutenir la création de travail décent.

Politiques de protection sociale



Question: Q12. Et seriez-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé à ce que le gouvernement cherche à fournir aux travailleurs chacun des éléments suivants ?

Note: Note N=13.015 personnes pour une moyenne de 13 pays; N correspond à environ 1.000 personnes par pays. Les objectifs gouvernementaux sont classés par ordre décroissant des résultats « très favorable ».

Lois de protection de la main-d'œuvre: une sécurité de l'emploi, un salaire minimum et des heures de travail raisonnables n'offrent pas une protection adaptée

Les lois du travail ne confèrent pas une sécurité de l'emploi suffisante à la main-d'œuvre: Plus de six personnes interrogées sur dix (63 pour cent) estiment que leur législation nationale ne garantit pas une sécurité de l'emploi satisfaisante. Trente-six pour cent tout juste pensent le contraire. Dans le sondage, ces tendances sont assez semblables dans les pays du G20, de l'Union européenne et dans les pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

Au Japon, les critiques sont plus fortes par rapport à la protection juridique de la sécurité de l'emploi: C'est au Japon que les personnes interrogées se sont montrées les plus négatives (81 pour cent) dans la mesure où elles estiment que les lois ne prévoient pas une protection suffisante aux travailleurs. En Russie (78 pour cent), en France (71 pour cent) et en Belgique (67 pour cent), les personnes sondées se montrent aussi sceptiques par rapport à la situation dans leur pays.

Les personnes interrogées en Chine sont plus positives à propos de la protection juridique de la sécurité de l'emploi: La Chine est l'unique pays de notre sondage où une majorité des personnes (51 pour cent) ont déclaré que leur sécurité de l'emploi était suffisamment protégée par les lois locales.

Les pays BRIC offrent une image positive de la protection de la sécurité de l'emploi: Les personnes interrogées au Brésil, en Russie, en Inde et en Chine ont généralement fait des évaluations plus positives de la façon dont les lois de leur pays participaient à la protection de la sécurité de l'emploi de la main-d'œuvre.

Les femmes sont plus critiques à propos de la protection de la sécurité de l'emploi: Soixante-six pour cent des femmes sondées estiment que les législations de leur pays ne sont pas satisfaisantes en termes de protection de la sécurité de l'emploi, soit 5 points de plus que leurs homologues masculins. Chez les femmes plus âgées (plus de 55 ans), la proportion est plus forte encore (70 pour cent contre 28 pour cent).

Salaires minimums: Une vaste majorité des personnes interrogées (65 pour cent) ne pensent pas que les législations actuelles confèrent une protection appropriée à la main-d'œuvre garantissant des salaires équitables. Les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni sont les seules nations où une majorité s'est dégagée pour affirmer que la protection juridique en termes de salaires équitables était correcte.

Heures de travail raisonnables: Les évaluations de la protection en termes d'heures de travail raisonnables sont bien plus positives.

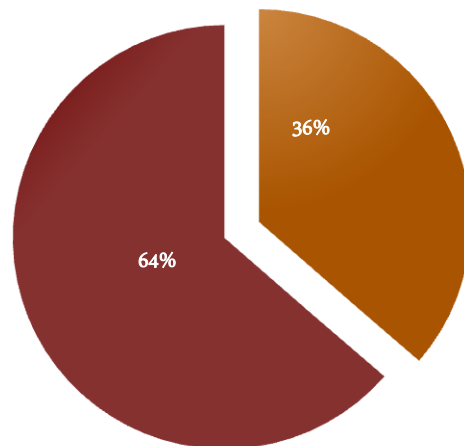
Lois protégeant les travailleurs au Japon: Les évaluations de la protection juridique des trois droits au travail ont été bien piètres au Japon. Les Japonais interrogés se sont montrés grandement préoccupés par la protection juridique en général. Ils ont non seulement été les plus sombres à propos des protections juridiques en matière de sécurité de l'emploi dans leur pays, mais sont aussi les plus négatifs à propos des heures de travail raisonnables (72 pour cent estiment qu'il n'y a pas de protection appropriée, soit 34 points au-dessus de la moyenne générale) et le Japon est le quatrième pays en termes de réponses négatives à propos de la protection juridique d'un salaire équitable.

Lois protégeant les travailleurs en Chine: Bien qu'optimistes à propos de la sécurité de l'emploi, les Chinois interrogés se montrent très négatifs par rapport aux salaires équitables et aux heures de travail.

MOYENNE DES 13 PAYS

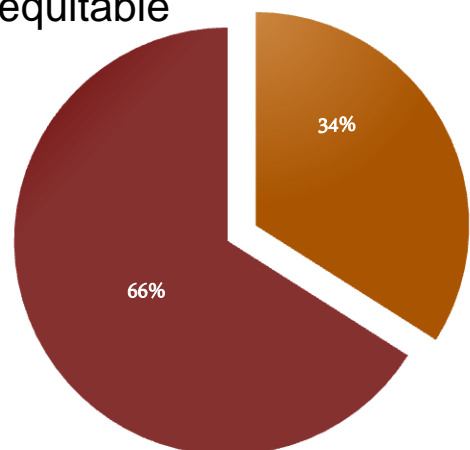
Les lois protègent-elles
correctement les
travailleurs ?

La sécurité de l'emploi

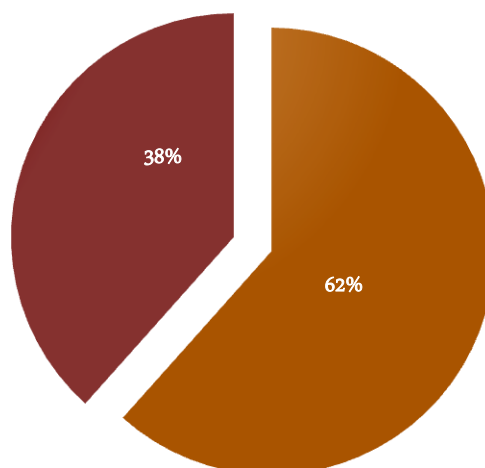


 **Oui**  **Non**

Un salaire équitable

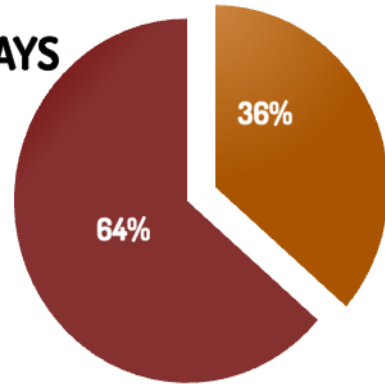


Des heures de travail raisonnables

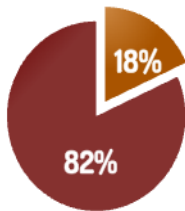


Protection juridique en matière de sécurité de l'emploi

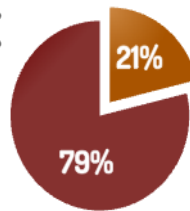
LES 13 PAYS



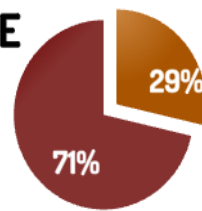
JAPON



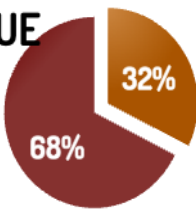
RUSSIE



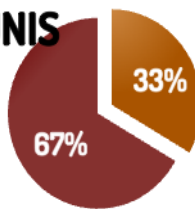
FRANCE



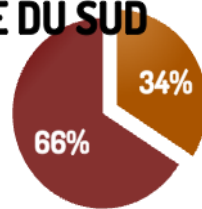
BELGIQUE



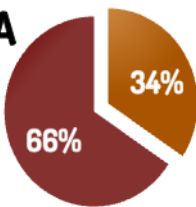
ÉTAT-UNIS



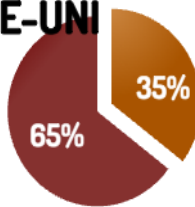
AFRIQUE DU SUD



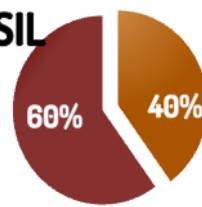
CANADA



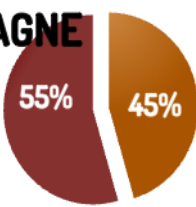
ROYAUME-UNI



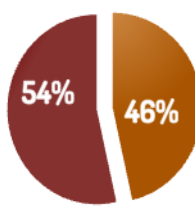
BRÉSIL



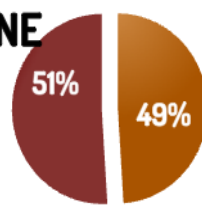
ALLEMAGNE



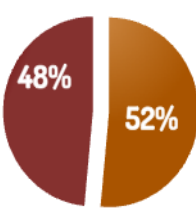
INDE



ESPAGNE



CHINE



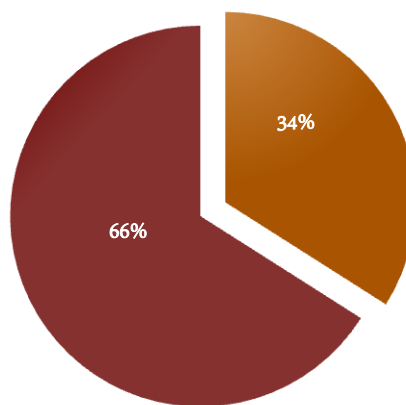
Question: Pensez-vous que les lois dans votre pays protègent correctement les travailleurs en matière de sécurité de l'emploi ?

Note: N=13.015 personnes pour une moyenne de 13

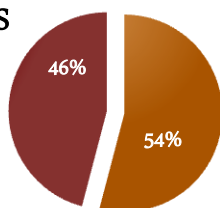
Protection juridique en matière de salaire équitable

LES 13 PAYS

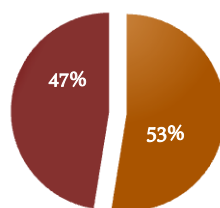
■ Oui ■ Non



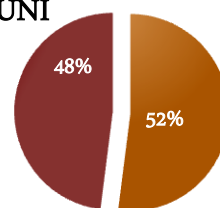
ÉTAT-UNIS



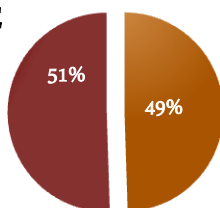
CANADA



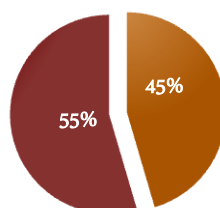
ROYAUME-UNI



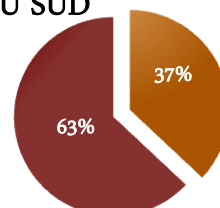
BELGIQUE



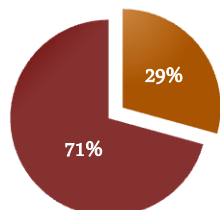
INDE



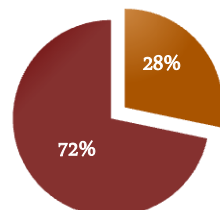
AFRIQUE DU SUD



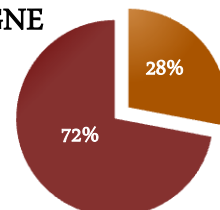
FRANCE



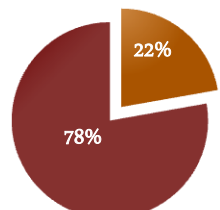
CHINE



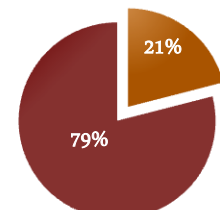
ALLEMAGNE



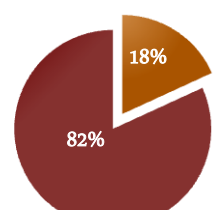
JAPON



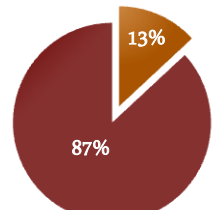
BRÉSIL



ESPAGNE



RUSSIE

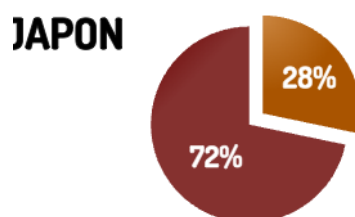
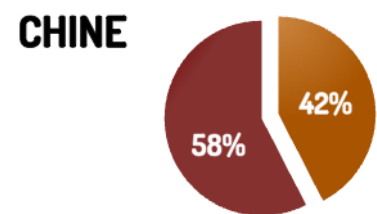
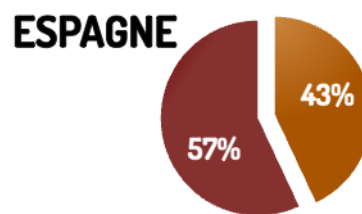
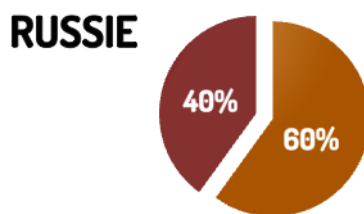
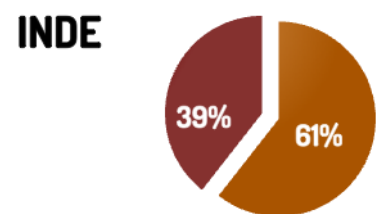
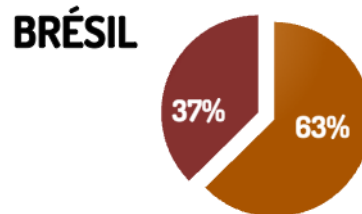
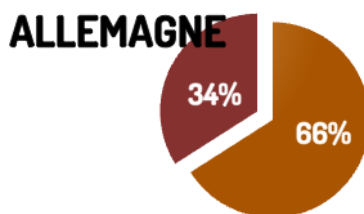
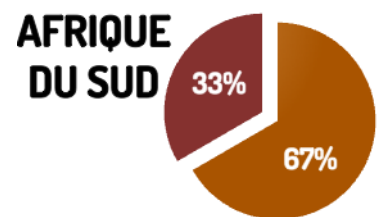
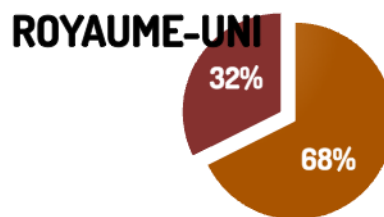
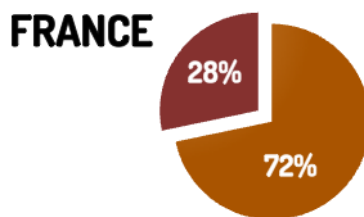
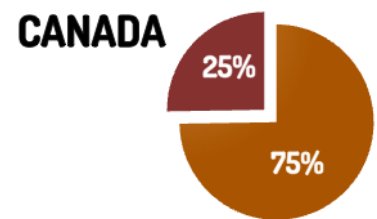
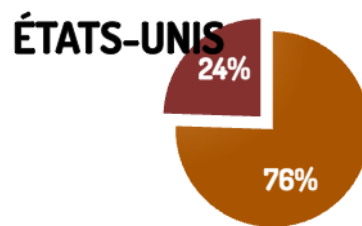
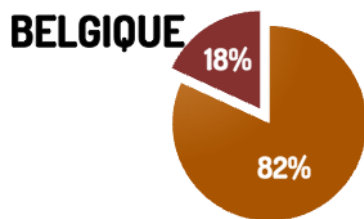
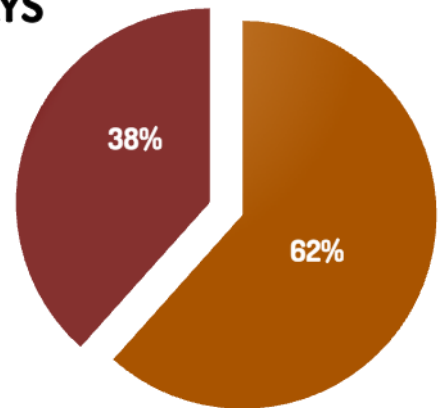


Question: Pensez-vous que les lois dans votre pays protègent correctement les travailleurs en matière de salaire équitable ?
Note: N=13.015 personnes pour une moyenne de 13 pays; N correspond à environ 1.000 personnes par pays.
 Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction du

Protection juridique en termes d'heures de travail raisonnables

■ Oui ■ Non

LES 13 PAYS



Question: Pensez-vous que les lois dans votre pays protègent correctement les travailleurs en matière d'heures de travail raisonnable ?

Note: N=13.015 personnes pour une moyenne de 13 pays; N correspond à environ 1.000 personnes par pays.

Appel général en faveur de législations du travail, y compris pour le droit de grève

Au niveau mondial, les citoyens ont fait part d'un soutien exceptionnellement fort pour un large éventail de lois du travail, y compris le « droit de faire grève pour obtenir des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail, et de santé et de sécurité » (99 pour cent de « favorable », dont 75 pour cent de « très favorable »). La législation sur le salaire minimum est une autre loi bien perçue (96 pour cent de « favorable », dont 68 pour cent de « très favorable »). La négociation collective (91 pour cent de « favorable », dont 47 pour cent de « très favorable ») et le droit fondamental de se syndiquer (89 pour cent de « favorable », dont 44 pour cent de « très favorable ») sont également plébiscités, mais avec moins de ferveur. On ne note aucune opposition sérieuse à ces lois.

Urgence particulière dans les pays BRICS: Les citoyens des pays BRICS ont appuyé avec plus d'émotions les législations du travail comme le montre le nombre de « très favorable », 7 à 8 points au-dessus de la moyenne générale pour chacune des quatre lois du travail. Pour les pays du G20, les tendances sont plutôt équivalentes aux moyennes mondiales.

Appui très marqué en faveur des lois du travail dans les 13 pays: Au niveau mondial, les citoyens soutiennent entièrement le principe d'une législation du travail. Les quatre lois du travail ont obtenu plus de 90 pour cent de soutien dans tous les pays. Si cet appui est particulièrement marqué en Chine (99 pour cent), les États-Unis (où le soutien n'est « que » de 85 pour cent) et l'Afrique du Sud (88 pour cent) constituent les seules exceptions à la moyenne générale.

Contexte économique et social

Le changement de cap inopportun de mesures de stimulation à des politiques d'austérité s'est accompagné d'attaques des institutions du marché du travail. Les mesures d'austérité ont failli et ont conduit à une stagnation de la croissance mondiale, à des niveaux critiques de chômage et à une hausse du mécontentement social.

Les inégalités empoisonnent nos économies et nos sociétés. Une croissance s'appuyant sur les revenus et encourageant la demande globale est l'unique solution.

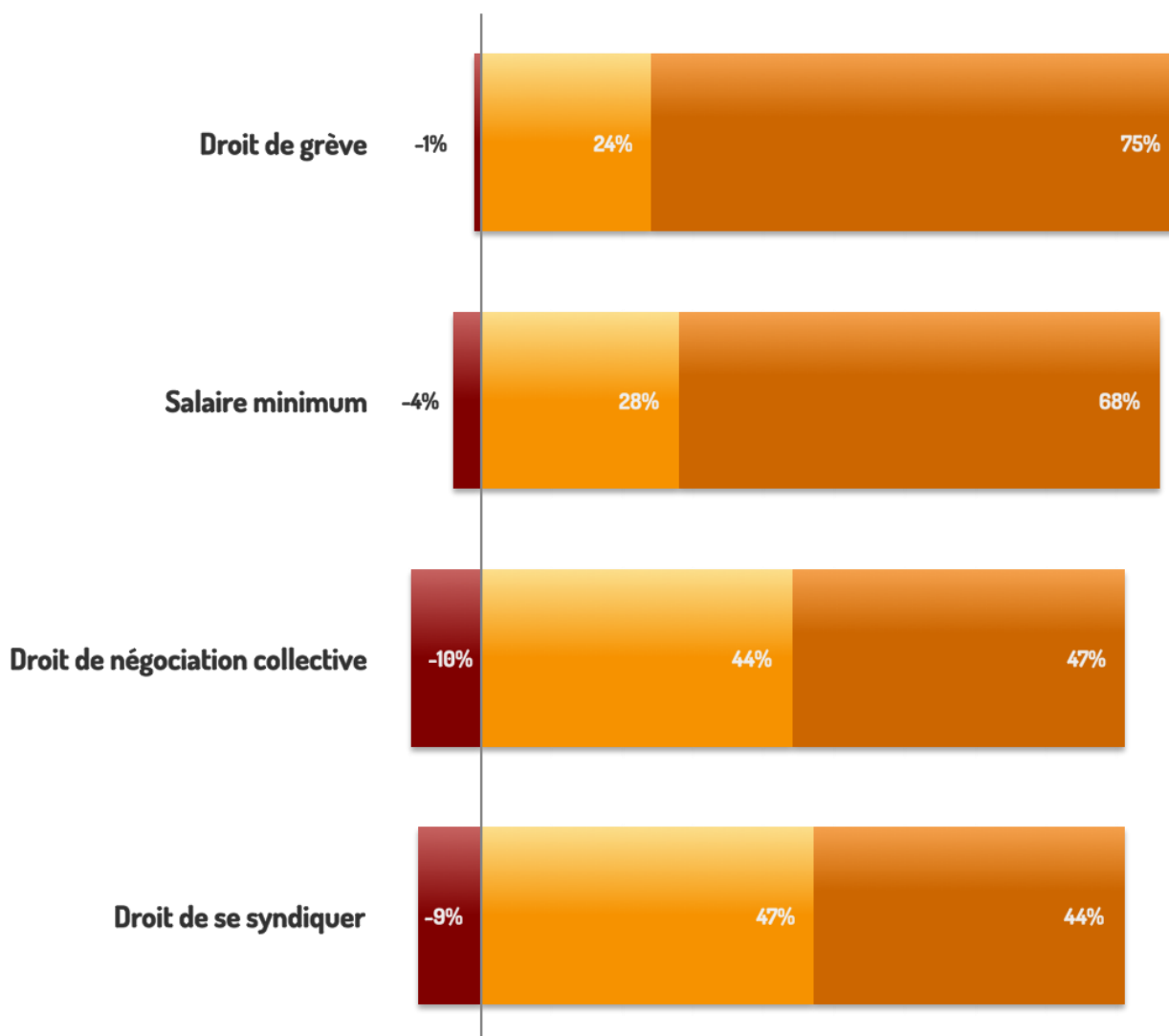
Recommandations du Labour 20

Le L20 invite les ministres du Travail et des Finances du G20 à:

- Renforcer les institutions du marché du travail pour parvenir à une distribution équitable des revenus.
- Inverser la hausse des inégalités de revenus en renforçant la négociation collective, et en imposant des salaires minimums et un socle de protection sociale dans le cadre d'un ensemble de politiques cohérentes pour une croissance plus inclusive.
- Veiller à ce que les femmes bénéficient de ces actions politiques afin d'éviter une nouvelle détérioration des écarts entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de revenus

Lois qui protègent les travailleurs

■ Opposé ■ Plutôt favorable ■ Très favorable



Question: Q11. Pourriez-vous me dire si vous êtes très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé à chacune des lois suivantes ?

Note: N=13.015 personnes pour une moyenne de 13 pays; N correspond à environ 1.000 personnes par pays. Classement en fonction du résultat favorable le plus élevé au moins favorable.

Annexe A: Méthodologie

Le présent projet a porté sur des adultes (18 ans et plus) vivant en Afrique du Sud, en Allemagne, en Belgique, au Brésil, au Canada, en Chine, en Espagne, aux États-Unis, en France, en Inde, au Japon, au Royaume-Uni et en Russie.

Essential Research a conçu le sondage en consultation avec TNS Opinion et la Confédération syndicale internationale.

TNS Opinion s'est chargée de l'enquête sur le terrain: elle était responsable des traductions, du travail sur le terrain dans les 13 pays et du traitement des informations.

L'enquête a été menée du 18 avril au 1er mai 2013.

L'échantillon dans chaque pays a été choisi pour refléter les proportions nationales en termes d'âge, de genre et de région.

Dans chaque pays, l'objectif était de mener 1.000 entrevues, pour un total de 13.015 personnes interrogées.

Tous les entretiens ont été menés électroniquement.

Les logiciels SPSS et Microsoft Excel ont été utilisés pour analyser et présenter les données.

Le présent projet a été mené conformément à la norme ISO 20252 telle qu'appliquée en Australie.



Les sociétés EMC et Essential Research étaient responsables de la rédaction des questions et de la gestion du projet.



Anker Solutions s'est chargée de l'analyse et de la rédaction du rapport



TNS opinion

TNS Opinion a coordonné le travail sur le terrain avec des partenaires locaux réputés dans tous les pays couverts par le sondage.



EMC est membre de l'Association of Market and Social Research Organisations.

Le présent rapport, préparé pour la réunion des ministres du Travail et des Finances des pays du G20, fait partie du sondage d'opinion mondial 2013 de la CSI qui sera publié en septembre à l'occasion du sommet du G20.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Gemma Swart au numéro +32 479 06 41 63 ou à l'adresse électronique : gemma.swart@ituc-csi.org, ou rendez-vous sur le site www.ituc-csi.org.

Annexe B: Tableaux des pays

Q6. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous soutenez les politiques suivantes pour créer des emplois, développer de nouvelles activités et réduire le chômage.

Empêcher les grandes sociétés multinationales d'échapper aux impôts	FAVORABLE %	OPPOSÉ %
ROYAUME-UNI	97	3
BELGIQUE	92	8
AFRIQUE DU SUD	91	9
ALLEMAGNE	91	9
CHINE	90	10
CANADA	89	11
ESPAGNE	89	11
BRÉSIL	87	13
Moyenne des 13 pays	86	14
ÉTATS-UNIS	86	14
FRANCE	83	17
RUSSIE	77	23
INDE	75	25
JAPON	75	25

Augmenter les impôts sur les grandes sociétés multinationales	FAVORABLE %	OPPOSÉ %
CHINE	88	12
ALLEMAGNE	88	12
RUSSIE	88	12
ROYAUME-UNI	88	12
CANADA	87	13
ESPAGNE	87	13
BELGIQUE	85	15
FRANCE	80	20
INDE	80	20
Moyenne des 13 pays	80	20
JAPON	77	23
ÉTATS-UNIS	74	26
AFRIQUE DU SUD	68	32
BRÉSIL	57	43

Réduire les impôts sur les grandes sociétés multinationales	FAVORABLE %	OPPOSÉ %
BRÉSIL	55	45
AFRIQUE DU SUD	37	63
RUSSIE	34	66
INDE	31	69
ÉTATS-UNIS	26	74
JAPON	24	76
Moyenne des 13 pays	24	76
CHINE	20	80
FRANCE	17	83
BELGIQUE	15	85
CANADA	14	86
ROYAUME-UNI	14	86
ESPAGNE	13	87
ALLEMAGNE	9	91

Investissement public dans l'éducation, la recherche et les nouvelles technologies	FAVORABLE %	OPPOSÉ %
BRÉSIL	97	3
ALLEMAGNE	97	3
INDE	97	3
CHINE	96	4
ROYAUME-UNI	95	5
AFRIQUE DU SUD	94	6
CANADA	93	7
RUSSIE	93	7
Moyenne des 13 pays	92	8
BELGIQUE	90	10
ESPAGNE	90	10
JAPON	89	11
FRANCE	84	16
ÉTATS-UNIS	84	16

Investissement public dans le secteur de l'énergie propre et de l'environnement	FAVORABLE %	OPPOSÉ %
CHINE	97	3
BRÉSIL	96	4
INDE	95	5
AFRIQUE DU SUD	94	6
RUSSIE	92	8
JAPON	90	10
Moyenne des 13 pays	88	12
CANADA	88	12
ALLEMAGNE	85	15
BELGIQUE	85	15
ESPAGNE	84	16
FRANCE	82	18
ROYAUME-UNI	80	20
ÉTATS-UNIS	77	23

Q8. Pensez-vous que les lois dans votre pays protègent correctement chacun des éléments suivants pour les travailleurs ?

La sécurité de l'emploi	OUI %	NON %
CHINE	51	48
ESPAGNE	49	51
INDE	46	53
ALLEMAGNE	45	54
BRÉSIL	40	60
Moyenne des 13 pays	36	63
ROYAUME-UNI	35	64
AFRIQUE DU SUD	34	66
CANADA	34	65
ÉTATS-UNIS	33	66
BELGIQUE	32	67
FRANCE	28	70
RUSSIE	21	78
JAPON	18	81

Un salaire équitable	OUI %	NON %
ÉTATS-UNIS	54	46
CANADA	53	47
ROYAUME-UNI	52	48
BELGIQUE	49	51
INDE	45	55
AFRIQUE DU SUD	37	63
Moyenne des 13 pays	34	66
FRANCE	29	71
ALLEMAGNE	28	72
CHINE	28	72
JAPON	22	78
BRÉSIL	21	79
ESPAGNE	18	82
RUSSIE	13	87

Des heures de travail raisonnables	OUI %	NON %
BELGIQUE	82	18
ÉTATS-UNIS	76	24
CANADA	75	25
FRANCE	72	28
ROYAUME-UNI	68	32
AFRIQUE DU SUD	67	33
ALLEMAGNE	66	34
BRÉSIL	63	37
Moyenne des 13 pays	62	38
INDE	61	39
RUSSIE	60	40
ESPAGNE	43	57
CHINE	42	58
JAPON	28	72

Q11. Pourriez-vous me dire si vous êtes très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé à chacune des lois suivantes ?

Droit de faire grève	Très FAVORABLE %	Plutôt FAVORABLE %	Très OPPOSÉ %
BRÉSIL	92	7	1
ESPAGNE	88	11	1
CHINE	88	12	0
RUSSIE	86	13	1
AFRIQUE DU SUD	79	20	1
CANADA	77	22	1
Moyenne des 13 pays	75	24	1
INDE	72	25	3
BELGIQUE	71	28	1
ÉTATS-UNIS	68	29	3
ROYAUME-UNI	68	30	2
ALLEMAGNE	65	34	1
JAPON	63	36	1
FRANCE	58	40	2

Droit de négociation collective	Très FAVORABLE %	Plutôt FAVORABLE %	Très OPPOSÉ %
CHINE	71	28	1
RUSSIE	70	26	4
ESPAGNE	68	27	5
BRÉSIL	67	31	2
Moyenne des 13 pays	47	44	9
ALLEMAGNE	44	49	7
JAPON	39	56	5
CANADA	39	48	13
BELGIQUE	39	52	9
INDE	39	52	9
AFRIQUE DU SUD	36	42	22
ROYAUME-UNI	34	54	12
ÉTATS-UNIS	32	47	21
FRANCE	32	60	8

Salaires minimum	Très FAVORABLE %	Plutôt FAVORABLE %	Très OPPOSÉ %
ESPAGNE	88	10	2
BRÉSIL	86	11	3
CHINE	84	15	1
RUSSIE	76	17	7
Moyenne des 13 pays	68	28	4
CANADA	68	29	3
ROYAUME-UNI	65	33	2
AFRIQUE DU SUD	63	30	7
BELGIQUE	63	35	2
INDE	62	33	5
ALLEMAGNE	61	34	5
ÉTATS-UNIS	57	34	9
FRANCE	54	44	2
JAPON	53	44	3

Droit de se syndiquer	Très FAVORABLE %	Plutôt FAVORABLE %	Très OPPOSÉ %
CHINE	69	30	1
RUSSIE	60	35	5
BRÉSIL	55	37	8
ESPAGNE	54	37	9
ALLEMAGNE	44	49	7
Moyenne des 13 pays	44	46	10
BELGIQUE	42	49	9
ROYAUME-UNI	40	49	11
CANADA	36	47	17
JAPON	36	58	6
AFRIQUE DU SUD	36	45	19
INDE	36	53	11
ÉTATS-UNIS	33	47	20
FRANCE	29	61	10

Q12 Et seriez-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou très opposé(e) à ce que le gouvernement cherche à fournir aux travailleurs chacun des éléments suivants ?

Accès abordable. aux soins de santé	Très FAVORABLE %	Plutôt FAVORABLE %	Très OPPOSÉ %
BRÉSIL	93	5	2
ESPAGNE	93	7	0
RUSSIE	90	7	3
AFRIQUE DU SUD	85	13	2
BELGIQUE	82	17	1
CANADA	81	18	1
Moyenne des 13 pays	76	21	3
INDE	76	21	3
ALLEMAGNE	74	25	1
ROYAUME-UNI	69	28	3
FRANCE	66	33	1
JAPON	63	35	2
ÉTATS-UNIS	62	26	12
CHINE	61	35	4

Accès abordable à l'éducation	Très FAVORABLE %	Plutôt FAVORABLE %	Très OPPOSÉ %
ESPAGNE	92	8	0
BRÉSIL	92	6	2
AFRIQUE DU SUD	87	12	1
RUSSIE	86	10	4
INDE	77	19	4
BELGIQUE	74	24	2
Moyenne des 13 pays	72	25	3
CHINE	68	30	2
CANADA	68	28	4
ROYAUME-UNI	66	31	3
ALLEMAGNE	64	35	1
FRANCE	58	41	1
ÉTATS-UNIS	56	34	10
JAPON	47	47	6

Pensions de retraite décentes	Très FAVORABLE %	Plutôt FAVORABLE %	Très OPPOSÉ %
ESPAGNE	91	9	0
BRÉSIL	90	8	2
RUSSIE	89	6	5
CHINE	84	14	2
AFRIQUE DU SUD	82	15	3
BELGIQUE	80	19	1
Moyenne des 13 pays	74	22	4
ALLEMAGNE	74	25	1
CANADA	71	25	4
ROYAUME-UNI	69	29	2
INDE	68	28	4
FRANCE	63	36	1
ÉTATS-UNIS	55	33	12
JAPON	49	45	6

Accès abordable à la garde d'enfants	Très FAVORABLE %	Plutôt FAVORABLE %	Très OPPOSÉ %
RUSSIE	85	12	3
BRÉSIL	77	15	8
AFRIQUE DU SUD	70	25	5
INDE	68	28	4
ESPAGNE	66	30	4
CHINE	61	35	4
Moyenne des 13 pays	59	34	7
ALLEMAGNE	57	38	5
BELGIQUE	52	41	7
CANADA	51	38	11
ROYAUME-UNI	47	42	11
JAPON	46	49	5
ÉTATS-UNIS	44	38	18
FRANCE	39	54	7

Allocations de chômage	Très FAVORABLE %	Plutôt FAVORABLE %	Très OPPOSÉ %
ESPAGNE	73	24	3
AFRIQUE DU SUD	66	26	8
CHINE	64	32	4
RUSSIE	64	27	9
CANADA	59	35	6
Moyenne des 13 pays	50	39	11
BRÉSIL	48	44	8
JAPON	48	46	6
ALLEMAGNE	47	46	7
ÉTATS-UNIS	45	41	14
INDE	36	44	20
ROYAUME-UNI	33	48	18
BELGIQUE	29	47	24
FRANCE	26	56	18